

Le pays qui n'existait pas

1^{ère} partie : Le mouvement ouvrier et la question nationale au XIX^e siècle

Dès sa naissance, le mouvement ouvrier – partis et syndicats – se trouve confronté au développement des nations, en Europe particulièrement. Le “printemps des peuples” surgit au cœur même du XIX^e siècle. Pour le mouvement ouvrier, l’articulation entre le combat propre de la classe ouvrière et le combat des peuples pour leurs droits démocratiques ne fut jamais simple, du fait que les aspirations nationales étaient portées souvent par des forces bourgeoises, parfois ouvertement réactionnaires.

Droit des peuples à disposer d’eux-mêmes (donc à choisir le cadre et la forme de leur existence) d’un côté et, de l’autre, combat légitime et nécessaire contre le nationalisme et le chauvinisme : le débat, incessant, sera souvent sévère.

Le rôle de la bourgeoisie

Le développement du capitalisme avec celui de la bourgeoisie, constitue le socle sur lequel se développent les aspirations nationales, puis se constitue le prolétariat avec ses organisations. Parfois les deux processus sont simultanés.

Certes, dans les périodes antérieures, on peut identifier des aspirations qui ont un caractère national, mais enchevêtrées à d’autres déterminations (religions, langues, pouvoirs féodaux, monarchiques...) qui contribuent à l’identification des individus et groupes. Pour la masse de la population, rurale, l’échelle pertinente est d’abord locale. C’est l’essor du commerce, de marchés de plus en plus vastes en même temps que se développe l’industrie, qui nourrit et conforte le sentiment national. Les bourgeoisies ayant besoin d’un marché national protégé et d’un État à son entier service sont un facteur décisif pour transformer les nations en États nations. Cela implique de remettre en cause l’existence d’empires tel que celui d’Autriche-Hongrie, ou celui de Russie et, conjointement, de fusionner des groupes de petits États et principautés (comme en Italie). L’explosion révolutionnaire de l’année 1848, cette vague révolutionnaire bourgeoise contre l’ordre ancien, et la contre révolution qui fait suite est un concentré de ces questions. À cette vague souvent se mêle le mouvement propre du prolétariat.

Un combat démocratique

En 1848, les militants ouvriers apportent leur soutien au combat des peuples pour disposer d’eux-mêmes, prendre leur indépendance, unifier des nations. Ils participent à ces combats démocratiques contre tout ce qui reste de féodalité

et de monarchies en Europe, combats auxquels participent les bourgeoisies ou des fractions de bourgeoisies. En même temps, ils agissent souvent pour mettre en évidence l’antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Le Manifeste de 1848 (que Marx et Engels furent chargés de rédiger par la Ligue des communistes) exprime ce double mouvement : “*Les ouvriers n’ont pas de patrie*”, affirme le manifeste, qui précise en même temps que le prolétariat doit “*s’ériger en classe nationale*” pour arracher le pouvoir politique et économique des mains de la bourgeoisie, l’objectif étant de faire disparaître “*les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples*”.

Dans ce cadre général s’ébauche une réflexion sur le caractère de classe, variables selon les moments et les peuples concernés, des mobilisations “nationales”, sur leur caractère “révolutionnaire” ou “contre-révolutionnaire”.

1848 n’est pas 1905

On ne peut séparer cette question du droit des peuples de son contexte. Les positions qui seront affirmées, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, par des militants comme Kropotkine, Rosa Luxemburg, Lénine et bien d’autres sont corrélées au développement de l’impérialisme, une phase nouvelle du développement du capitalisme.

Ce n’est pas la situation en 1846-48, ni encore en 1864.

La manière dont, par exemple, Friedrich Engels aborde cette question doit être appréciée de ce point de vue. C’est une époque où le capitalisme est encore balbutiant dans nombre de pays, comme la Russie, et où les empires de

Russie et d'Autriche-Hongrie sont des piliers de l'ordre contre révolutionnaire en Europe.

Engels distingue ainsi, pour l'année 1848, deux positions parmi les peuples de l'empire d'Autriche-Hongrie : *“Allemands, Magyars, Tchèques, Polonais, Moraves, Slovaques, Croates, Ruthènes, Roumains, Illyriens, Serbes entrèrent alors en conflit tandis qu'à l'intérieur de chacune de ces nations les différentes classes se combattaient également. Mais l'ordre se fit bientôt dans cette confusion. Les combattants se partagèrent en deux grands camps armés : du côté de la révolution, les Allemands, les Polonais et les Magyars; du côté de la contre-révolution les autres peuples, tous les Slaves, à l'exception des Polonais, des Roumains et des Saxons de Transylvanie”* (**La Nouvelle Gazette Rhénane** n° 194 du 13 janvier 1849).

“D'où vient ce partage suivant les nations ?” s'interroge alors l'auteur.

La réponse est abrupte : *“Parmi les grandes et les petites nations d'Autriche il n'y en a que trois qui soient encore viables, intervenant activement dans l'histoire, étant un élément moteur du progrès : les Allemands, les Polonais, les Magyars. C'est pourquoi, actuellement, ils sont révolutionnaires.*

Tous les autres peuples et populations de plus ou moins grande importance, ont avant tout comme mission de sombrer dans la tourmente révolutionnaire universelle. C'est pourquoi ils sont contre-révolutionnaires.”

On peut juger aujourd'hui le propos brutal, et injuste. Peut être encore teinté de l'esprit “Jeune allemand” (hégélien) de sa jeunesse. Mais, en toile de fond, il y a deux réalités, indissociables. D'abord, le développement très inégal du capitalisme selon les parties constitutives de cet empire, le développement inégal de l'industrie, du commerce, des villes et de la culture. Ensuite, le fait que ces peuples eurent effectivement des positions antagonistes durant ce “printemps” de 1848.

En arrière fond, il y a la polémique sévère que mène Engels contre Bakounine, défenseur du panslavisme, d'un État national unique pour tous les slaves, de la Baltique à la Mer Adriatique et au tréfonds de la Russie, à un moment où l'industrie est balbutiante ou inexistante dans la majorité de ces régions peuplées de slaves. Engels conclut : *“le panslavisme est aussi infantin et réactionnaire que le pangermanisme”*.

La Pologne fait exception. Engels observe (15/2/49) : *“Les Polonais sont la seule nation slave sans appétit de panslavisme. Mais ils ont à cela de très bonnes raisons ; ils ont été asservis surtout par leurs soi-disant frères slaves, et chez les Polonais, la haine des Russes dépasse encore et à juste titre la haine des Allemands. Mais [...] parce que Polonais et révolutionnaire sont deux termes identiques”,* les Polonais sont *“assurés de la sympathie de toute l'Europe”*.

La question de la Pologne : de Varsovie à Cracovie.

Témoin de cet engouement : le discours d'Engels tenu en février en 1848 célébrant l'anniversaire de l'insurrection de Cracovie de 1846, qu'il distingue de l'insurrection de Varsovie en 1830, l'une puis l'autre ayant échoué : *“Comparez Varsovie et Cracovie. [...] l'insurrection de 1830 n'était ni une révolution nationale (elle excluait les trois quarts de la Pologne) ni une révolution sociale ou politique ; elle ne changeait rien à la situation antérieure du peuple : c'était une révolution conservatrice”*.

Par contre, *“La révolution de Cracovie ne se fixa pas pour but de rétablir l'ancienne Pologne, [...] elle voulut la bouleverser de fond en comble, et fonder sur ses débris, avec une classe toute nouvelle, avec la majorité du peuple, une nouvelle Pologne, moderne, civilisée, démocratique, digne du XIX^e siècle, et qui fût, en vérité, la sentinelle avancée de la civilisation”*.

De ce fait, *“par l'insurrection de Cracovie, la cause polonaise, de nationale qu'elle était, est devenue la cause de tous les peuples ; de question de sympathie qu'elle était, elle est devenue question d'intérêt pour tous les démocrates. Jusqu'en 1846, nous avions un crime à venger, dorénavant nous avons à soutenir des alliés — et nous le ferons”*.

On comprend, dès lors, que la création de l'AIT soit étroitement associée à l'expression de cette solidarité.



Johachim Lelewel, démocrate Polonais, dirigeant de l'aile progressiste lors de l'insurrection de 1830-31 puis jusqu'en 1848.

Le rôle des syndicats anglais

C'est durant la première moitié du XIX^e siècle que se constituent en Angleterre des organisations syndicales, bien plus tôt qu'ailleurs en Europe. À partir de 1848, ces syndicats vont s'organiser à l'échelle nationale.

En 1860, le London Trades Council commence à organiser l'activité de tous les Trades unions de Londres. Cela permet de fédérer des “métiers” différents. Ce modèle est repris dans les autres cités industrielles, ouvrant la voie, en 1868, au premier congrès national des Trades unions.

C'est durant cette phase de centralisation que les travailleurs anglais, avec leurs organisations, s'engagent sur les questions internationales les plus importantes.

Combats internationalistes

Ils le font lors de la guerre civile américaine (1861-1865).

Ainsi, le conseil des syndicats londoniens (Council of all London Trades' Unions) organisa de puissantes manifestations en solidarité avec les États américains du Nord contre les États sécessionnistes du Sud, contre l'esclavagisme et pour interdire une intervention de l'armée anglaise contre les Nordistes.

Ce même Conseil syndical appela également à des manifestations en soutien au mouvement de libération italien, et organisa un accueil chaleureux pour Garibaldi.

Et, bien évidemment, il s'engagea aux côtés des Polonais qui revendiquaient leur indépendance.

La Pologne, rayée de la carte au XVIII^e siècle par la Prusse et la Russie, était une question décisive. Son dépeçage, maintenu en 1815 par le Congrès de Vienne réunissant les vainqueurs de Napoléon, scellait l'accord contre-révolutionnaire entre la Russie tsariste, la Prusse et l'Empire Austro-hongrois.

En janvier 1863, une fois encore, les masses polonaises se soulevèrent. Dans la partie de la Pologne sous domination russe, un gouvernement provisoire déclara l'indépendance et l'égalité des citoyens. Il abolit les droits féodaux et donna les terres cultivées aux paysans. En défense des insurgés polonais, les travailleurs anglais se mobilisèrent.

Le meeting de St Martin's Hall

Des militants anglais, sur cet objectif, lancèrent un appel aux travailleurs français, que publia, le 5 décembre 1863, *The Bee-Hive Newspaper*, l'organe du Conseil londonien des Trades unions. Après échange de délégations, cette initiative déboucha sur un meeting convoqué le 28 septembre 1864 par les dirigeants syndicaux Odger et Cremer. Ce jour là, la salle St Martin's Hall fut pleine à craquer. Figuraient à la tribune des ouvriers anglais, des ouvriers français et des représentants d'associations de travailleurs immigrés, de réfugiés italiens et allemands en particulier.

Ce meeting n'eut guère d'effet pratique pour les Polonais, leur mouvement ayant à ce moment là reflué, du fait notamment des aristocrates polonais et autres grands propriétaires fonciers qui préféraient l'occupation étrangère à la mobilisation des masses polonaises. Mais pourtant ce meeting marque une date historique.

Création de l'AIT

C'est en effet au cours de ce meeting que fut décidé de créer une association internationale des travailleurs, "the workingmens' international association". Son Conseil général fut installé à Londres, et un congrès convoqué pour l'année suivante. Un comité provisoire fut élu avec, entre autre, Odger et Cremer pour les anglais et, pour les ouvriers allemands, Karl Marx. Celui-ci entreprit alors de rédiger "L'adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs", qui a valeur de déclaration de principes.

Adoptée à l'unanimité, cette adresse fut publiée le 5 novembre 1864 dans *The Bee-Hive Newspaper*. Et

jusqu'en 1870, cet organe du Conseil Londonien des Trade-Unions fut en même temps l'organe du Conseil général de la Première Internationale. Celle-ci regroupait aussi bien des syndicats que des organisations politiques ouvrières (et parfois des organisations à caractère bourgeois, la délimitation de classe étant très loin d'être réalisée partout.)

C'est ainsi que fut constituée cette Première internationale.

L'appel lancé en 1848 par le manifeste de la Ligue concluait : "Prolétaires de tous les pays, unissez vous !". Bien peu de voix avaient alors répondu à cet appel. Mais en 1864, avec la constitution de l'AIT, cet appel connaissait sa première véritable concrétisation.

Ce combat pour le droit des peuples allait connaître bien des vicissitudes.

L'hostilité de Proudhon

Proudhon avait participé à la révolution de 1848. Et exprimé son soutien à la cause des peuples. Puis il prit ses distances avec un tel soutien. Il manifesta ainsi son hostilité à l'unité nationale italienne : "Un État de 26 millions d'âmes, comme serait l'Italie, est un État dans lequel toutes les libertés provinciales et municipales sont confisquées au profit d'une puissance supérieure, qui est le gouvernement. [...] c'est-à-dire l'anéantissement des nationalités particulières, où vivent et se distinguent les citoyens, en une nationalité abstraite" (*La Fédération et l'Unité en Italie*). Cette position le conduisit à ne pas comprendre la volonté de se libérer du joug d'une puissance étrangère. Car, quel en serait le résultat ? "Tout au plus, pour qu'en Lombardie, deux ou trois centaines d'italiens deviennent fonctionnaires à la place du pareil nombre d'Allemands qui seront évincés" (Lettre, 26 mai 1859).

Cette position vaut pour d'autres peuples opprimés : "ce qu'on appelle aujourd'hui rétablissement de la Pologne, de l'Italie, de la Hongrie, de l'Irlande [...] c'est de l'imitation monarchique au profit de l'ambition démocratique ; ce n'est pas de la liberté, encore moins du progrès" (*De la Justice...*, 1858).

Le combat farouche du peuple irlandais montrera au contraire l'importance de l'aspiration des peuples à vivre libres.

La question irlandaise

Pour Marx, cette question sera un fil à plomb, car l'indépendance de l'Irlande porterait un coup sévère aux couches les plus réactionnaires de l'Angleterre et mettrait fin à la division, entretenue par la bourgeoisie anglaise, entre travailleurs anglais et irlandais. Il écrit ainsi :



Johann Georg Eccarius, l'un des orateurs au meeting de St. Martin's Hall, cofondateur de l'AIT

“La tâche de l'Internationale est en toute occasion de mettre au premier plan le conflit entre l'Angleterre et l'Irlande, et de prendre partout ouvertement parti pour l'Irlande. Le Conseil central à Londres doit s'attacher tout particulièrement à éveiller dans la classe ouvrière anglaise la conscience que l'émancipation nationale de l'Irlande n'est pas pour elle une question abstraite de justice ou de sentiments humanitaires, mais la condition première de leur propre émancipation sociale”.

L'époque de l'impérialisme

En 1896, le Congrès socialiste international de Londres reconnaît le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, Mais les débats ne s'en poursuivent pas moins, tant au sein de la II^{ème} internationale qu'en dehors, durant les années 1890-1914.

Kropotkine et le droit des peuples

Piotr Kropotkine se réclame de l'anarchisme après sa rencontre avec Mikhaïl Bakounine. Il fait du droit des peuples une question de principe, quelque soit la taille des peuples. Il écrit en 1910 : *“le progrès ne consiste absolument pas en ce que de petites nationalités soient absorbées par les grandes – ce serait un crime contre l'humanité – mais bien dans l'apparition libre ou totale du caractère, des institutions, de la langue de chaque nationalité, grande ou petite, surtout si la petite est en danger d'être intégrée”.* Cela dans la perspective internationale d'une *“fédération des unités nationales libres”.*

Mais qu'en est-il du contenu de classes de ces combats ? : *“Le paysan s'unit avec le seigneur dans une haine commune (de l'étranger), oubliant que son compatriote sera tout aussi dur que l'étranger dès qu'il sera maître à son tour. Peu importe”*, écrit il en 1893.

Peu importe ? Avec la menace, qui va croissante, d'une guerre entre impérialismes, il abandonne tout repère de classe. Jugeant que l'Allemagne est pire que la France, il en vient à rejeter l'exigence de la Grève générale contre la guerre impérialiste. Au journal **Le Temps** (1905), il explique que *“la grève des conscrits au moment où la guerre est déclarée n'est pas le vrai moyen”.* Pour les travailleurs français sous l'uniforme, il convient au contraire de *“courir aux frontières”* et de *“défendre le sol de la France, tout en continuant la Révolution”.*

Et, en 1914, Piotr Kropotkine co-rédige *“le manifeste des 16”* qui apporte son soutien au camp des Alliés (dont la France et la Russie) contre l'Allemagne. Il a oublié que la Russie du tzar, grande alliée de l'Empire français, est elle-même une immense prison des peuples.

Rosa Luxemburg

Cette dirigeante a, quant à elle, été l'une des rares figures à se dresser contre la guerre impérialiste. Elle fut pour cela emprisonnée. Ses positions rejetant le droit des peuples à disposer d'eux même sont critiquées,

notamment par Lénine, autre figure du combat anti-impérialiste.

Rosa Luxemburg part du fait que le développement du capitalisme *“condamne dès l'abord toute la masse des mini et des micro nationalités à la faiblesse politique. À côté de quelques nations très puissantes qui sont les gérants du développement capitaliste [...], l'existence autonome des mini et micro-nations est de plus en plus une illusion [...] l'idée d'assurer à toutes les « nations » la possibilité de s'autodéterminer ressemble pour le moins à la perspective d'abandonner le développement du grand capitalisme pour retourner aux petits États du Moyen Âge, loin en arrière, avant les XV^e et XVI^e siècles”* (**La question nationale et l'autonomie**, 1908).

De ce fait, bien que Polonaise, elle refuse le combat pour l'indépendance de la Pologne.

Lénine

Sa position est synthétisée dans un texte de 1916 (**La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes**).

Il fait du droit des peuples l'une des principales revendications démocratiques, pour lesquelles le prolétariat doit combattre, dans la cadre du combat pour le renversement de la bourgeoisie.

Et peu importe que, dans le cadre du capitalisme, une telle indépendance ne soit pas parfaite, car *“toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique, à l'époque de l'impérialisme, ne sont « réalisables » qu'incomplètement, sous un aspect tronqué et à titre tout à fait exceptionnel”.*

De même, si l'objectif ultime est *“de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits États et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion”* cela passe par une transition, *“la libération complète de toutes les nations opprimées”.*

En ce qui concerne la Pologne, Lénine déplore que des révolutionnaires polonais puissent ne pas défendre le droit à l'indépendance sans préalable.

Le pays qui n'existait pas

C'est à la lumière de ces quelques rappels que l'on pourra aborder une question absente de ces débats, la question de l'Ukraine : le pays qui n'existait pas.

Serge Goudard, 23 novembre 2016 □



Un poète du pays qui n'existait pas